

Témoignages

JOURNAL FONDÉ LE 5 MAI 1944 PAR LE DOCTEUR RAYMOND VERGÈS

N° 19265 - 74ÈME ANNÉE

Elargissement de la base électorale de la candidate PCR sur la liste PCF

Européennes : Philippe Robert à la rencontre de Julie Pontalba

Ce vendredi à La Rivière, une rencontre avec Julie Pontalba a permis d'échanger avec des militants du Sud. Un des temps forts de cette réunion a été l'intervention de Philippe Robert, conseiller départemental de La Possession.

Après les rencontres populaires de Saint-Leu, Saint-Pierre, Saint-André, Saint-Paul et le rassemblement du PCR de Sainte-Suzanne, Julie Pontalba, candidate PCR aux élections européennes sur la liste PCF conduite par Ian Brossat, a participé vendredi soir à une réunion à La Rivière.

Comme les précédentes, cette rencontre a été marquée par un nombre important d'intervenants. Julie Pontalba a présenté les trois axes du programme qu'elle veut défendre en tant que député au Parlement européen. Ils s'articulent autour du mot d'ordre de responsabilité. Cela signifie tout d'abord une nouvelle assemblée territoriale dotée de larges compétences. Ensuite, cette assemblée aurait la gestion d'un fonds de développement, abondé par la globalisation des crédits européens. Sur ce point, Julie Pontalba revendique le droit pour cette assemblée de décider de l'affectation des crédits en fonction des priorités des Réunionnais, alors qu'ils sont actuellement fléchés depuis Bruxelles. Enfin, la présence de Réunionnais lors des né-



Philippe Robert.



Julie Pontalba.

gociations d'accord commercial question que les Réunionnais entre l'Union européenne et les n'aient pas leur mot à dire dans pays voisins de notre île est une des accords qui engagent l'avenir autre exigence. Il n'est pas de leur économie.

Se sont ensuite exprimées plusieurs personnes du Sud : Sully Payet, Willy Caro, Bérénive Hoarau, Gilbert Cécile, Margaret Gonneau.

Yvan Dejean, porte-parole du PCR, et Elie Hoarau, ancien député au Parlement européen et président du PCR ont également pris la parole. Depuis le début des rencontres, Elie Hoarau intervient en tant que grand témoin, rappelant les enjeux de ces élections pour La Réunion.

Un des temps forts de cette réunion a été la prise de parole de Philippe Robert, conseiller départemental de La Possession. Ceci souligne que la base électorale de Julie Pontalba continue de s'élargir chaque semaine.



Margaret Gonneau et Gilbert Cécile.



Bérénice Hoarau.



Sully Payet, Willy Caro.



Elie Hoarau et Yvan Dejean.

Edito

L'urgence de "changer de paradigme"

Le 21 mars 2019, en pleine visite du Président Malgache Rajoelina à Maurice, Vishnu Lutchmeena-raïdoo fait une déclaration sur la situation économique de son pays et déclare "depuis 10 ans déjà, avec 3 % de croissance, on s'enflamme, moi j'ai honte". Dans la suite, il dépose sa démission du gouvernement. S'agissait-il d'une émotion mal contrôlée ?

Le 12 avril, le journaliste de l'Express, Nad Sivaramen écrit : "Aujourd'hui, à un tournant de leur carrière et vie respectives, Sithanen et Lutchmeena-raïdoo sont finalement d'accord sur la situation économique du pays : il n'y a pas eu d'embellie, les promesses n'ont pas été matérialisées, et la tendance n'est guère réjouissante. Et que pour devenir ce pays à revenus élevés, il ne suffit pas de tenter de dépasser laborieusement la barre des 4 %, mais qu'il nous faut changer de paradigme." "Le tableau, au niveau sectoriel, était déjà assombri avec le sucre, le textile et les services financiers qui ont perdu leurs privilèges d'antan et qui risquent de ne jamais retrouver leur compétitivité. Maintenant vient se greffer le tourisme, qui en est à son troisième mauvais mois consécutif, et qui donne des signes d'essoufflement et de panique."

La plus grande menace se profile sur le long terme. Il s'agit de la révision du Traité de non-double imposition qui permet aux capitaux placés en Off Shore d'échapper à l'impôt dans leurs pays d'origine et de retourner avec les avantages accordés aux investissements extérieurs. Ce qui donne l'illusion que Maurice est le premier investisseur en Inde alors que pour ses propres besoins internes, notre voisine peine à attirer la moitié du montant initialement prévu.

Comme quoi, on ne peut pas fonctionner durablement sur les arrangements d'une économie artificielle. On peut faire le même constat pour La Réunion. Les illusions ça suffit ! il est urgent de "changer de paradigme".

Ary

Témoignages

Fondé le 5 mai 1944 par le Dr Raymond Vergés
71^e année
Directeurs de publication :
1944-1947 : Roger Bourdageau ; 1947 - 1957 : Raymond Vergés ; 1957 - 1964 : Paul Vergés ; 1964 - 1974 : Bruny Payet ; 1974 - 1977 : Jean Simon Mounoussany Amourdom ; 1977 - 1991 : Jacques Sarpédon ; 1991- 2008 : Jean-Marcel Courteaud
2008 - 2015 : Jean-Max Hoarau
2015 : Ginette Sinapin

6 rue du général Émile Rolland
B.P. 1016 97828 Le Port CEDEX
Rédaction
TÉL. : 0262 55 21 21 - E-mail : redaction@temoignages.re
SITE web : www.temoignages.re
Administration
TÉL. : 0262 55 21 21
Publicité : publicite@temoignages.re
CPPAP : 0916Y92433

Plus de 120 migrants en provenance de plusieurs pays arrivés samedi

Réfugiés : La Réunion terre d'espoir

Au bout de leur voyage, plus de 120 migrants apparemment originaires de plusieurs pays sont arrivés samedi au port de Sainte-Rose. Pour eux, comme pour les nombreux Européens qui arrivent ici chaque année, La Réunion est une terre d'espoir. Mais ces réfugiés venus semble-t-il d'Inde, du Sri Lanka et d'Indonésie, et donc pas d'Europe, ne sont pas les bienvenus pour les autorités.

Les plus de 120 réfugiés arrivés samedi à Sainte-Rose ont été immédiatement dirigés vers un gymnase transformé en prison pour migrants. Les précédents montrent que la préoccupation des autorités françaises a été de renvoyer au plus vite ces réfugiés dans leur pays d'origine. Un tel traitement interroge car tous les habitants de notre île sont soit des immigrés arrivés de fraîche date, soit des descendants d'immigrés. De plus, des phénomènes tels que les inégalités, les guerres et le changement climatique causés par le système capitaliste ne pourront que favoriser la venue toujours plus nombreuse de réfugiés dans notre île.

Sans immigration, pas de Réunion

Ceci rappelle que l'immigration est une constante dans l'histoire de La Réunion, île déserte voici un peu plus de 350 ans. Ses premiers habitants permanents étaient représentatifs de la diversité de notre peuplement : des Malgaches et des Français réfugiés de Fort-Dauphin. Les Malgaches décidèrent d'échapper au littoral en fondant les bases d'un royaume de l'intérieur qui résista à l'esclavage.

Le peuplement se fit ensuite par un recours massif à l'immigration forcée. L'esclavage laissait une faible espérance de vie, et les plantations nécessitaient constamment de nouveaux bras. La Réunion était une terre de souffrance pour les personnes arrachées à leur terre natale sans espoir d'y revenir, et qui laissèrent une marque indélébile dans les noms qu'ils donnèrent aux lieux de l'intérieur : Mafate, Cimendef, Mahavel, Salazie, Tampon, Tevelave, Benare, Maïdo... C'était aussi une terre d'espoir pour des immigrants français venus chercher la fortune dans notre île.

La fin de l'esclavage ouvrit la voie à une nouvelle immigration. En quelques décennies, plusieurs dizaines de milliers d'Indiens arrivèrent dans notre île pour soutenir le développement de l'industrie sucrière.

Le passage de la colonie au département modifia les flux migratoires. En raison de la volonté de la France de ne pas développer La Réunion, les dirigeants de ce pays organisèrent l'exil d'une partie de la jeunesse pour satisfaire les besoins de l'industrie et des services français. Dans le même temps, Paris favorisait l'implantation d'immigrés venus de France dans notre île. Arrivés la plupart du temps avec un emploi garanti dans la fonction publique, ils amenaient avec eux un autre mode de vie qui était imposé comme une référence en termes de consommation de coûteux produits importés notamment. L'impact de cette époque continue de produire ses effets, car La Réunion reste une terre d'émigration.

Certains immigrés stigmatisés

Si parmi les immigrés actuels se comptent beaucoup de Réunionnais de retour dans leur île en particulier à la suite d'une mutation dans la fonction publique, ou parce qu'ils souhaitent y vivre leur retraite, il existe aussi nombre d'Européens pour qui La Réunion est une terre d'espoir. L'intégration de La Réunion dans l'Union européenne rend possible l'immigration sans visa de toute personne venant de ce regroupement d'États. Force est de constater que pour cette immigration, La Réunion est considérée comme un pays accueillant, où la qualité du vivre ensemble est mise en avant. Ceci pour dire que dans ce cas, La Réunion est amenée naturellement à accueillir des immigrés.

Mais ce discours change quand il s'agit de ressortissants proches culturellement et historiquement des Réunionnais. Pour toute personne venant d'un pays voisin, un visa est exigé, ce qui suppose une procédure coûteuse exigeant d'importantes garanties en termes financiers. Il change encore plus quand ces immigrants tentent d'arriver par la mer car leur vie est tellement difficile dans leur pays qu'ils sont prêts à le quitter et à tenter une traversée clandestine, forcément risquée. Pour eux, c'est la prison dans l'attente d'une demande d'asile bien difficile à obtenir. Tous les immigrés ne sont donc pas les bienvenus. Est-ce un message que les Réunionnais peuvent assumer face au monde ?

M.M.

Mobilisation pour la protection des enfants et contre les violences intrafamiliales

Large mobilisation pour la marche blanche à la Rivière des Galets

Ce 13 avril avait lieu à la Rivière des Galets une marche blanche afin de rendre hommage aux trois enfants assassinés par leur père le 24 mars dernier dans ce quartier du Port. Plusieurs centaines de participants vêtus de blanc avaient répondu à l'appel. Présente dans le défilé, Julie Pontalba a tenu à apporter son soutien «à la famille et à la cause de l'enfance en danger».

Le triple assassinat du 24 mars dernier à la Rivière des Galets a profondément ému les Réunionnais. Ce jour-là, un père de famille a tué trois de ses enfants. Ce 13 avril, une initiative de l'association EPA, soutenue par d'autres organisations dont le CEVIF et l'UFR, a rendu hommage aux victimes de ce drame, et a demandé des mesures pour éviter que pareille tragédie se reproduise. Les Femmes communistes et des militants du PCR ont également apporté leur soutien à cette mobilisation. L'hommage a pris la forme d'une

marche blanche.

Rendez-vous était donné à 10 heures au stade Nelson Mandela de la Rivière des Galets. Plusieurs centaines de personnes vêtues de blanc s'y sont rassemblé. Elles ont ensuite marché dans les rues de ce quartier du Port. Le cortège s'est arrêté trois fois pour observer à chaque fois une minute de silence devant des lieux symboliques : le domicile de la grand-mère des victimes, ainsi que deux écoles.

Julie Pontalba, candidate PCR sur la liste PCF aux Européennes, a participé à cette mobilisation. «Je tiens à apporter mon soutien à la famille et à soutenir la cause des enfants», a-t-elle dit. «Si des structures existent pour venir en aide aux femmes victimes de violence, c'est bien plus difficile d'avoir une assistance pour un enfant». Elle souligne que le seul numéro d'urgence qui existe, «Enfance en danger», renvoie vers un interlocuteur en France, et il est difficile d'obtenir une personne à l'autre bout du fil.

«A La Réunion, rien n'est clair pour aider les enfants en situation de danger, qui appeler ?», poursuit-elle. Et cela d'autant plus que «les enfants n'ont pas de pouvoir de décision, ils ne savent pas où aller en cas de danger». «Cette marche participe à l'éveil des consciences, joue sur les mentalités. Cela montre que des personnes se rassemblent pour cette cause», conclut-elle.

Le rassemblement s'est ensuite dirigé vers le terrain de sable, une esplanade surplombant la rivière des Galets, sur lequel un podium a été dressé. Un membre de la famille a d'abord pris la parole pour remercier tous les participants, et demander trois minutes de silence. Puis Thérèse Baillif a donné lecture d'une motion commune UFR-CEVIF, demandant notamment des mesures pour protéger les enfants et la mère en cas de séparation. D'autres associations se sont ensuite exprimées, dont EPA.

M.M.

Nouvel an Tamoul à Sainte-Suzanne

Retour en image sur un des moments forts de la célébration du Nouvel an Tamoul à Sainte-Suzanne : le défilé entre la mairie et le Bocage Lucet-Langenier et le spectacle qui a suivi. C'était samedi soir à Sainte-Suzanne.



Otè

La Rényon : in péi i port bien son nom ?

La Rényon ! koman l'ariv nom-la ? Par l'fète ni koné pa tro bien. Ni koné kan l'ariv La révolisyon fransèz é ké té i fo débatiz l'il Bourbon momandoné lo l'asanblé la-ba dann Pari, té i doi diskite dsi nout l'ansien nom pou shanj ali. Mé ni koné pa pou kosa la désid donn anou nom-la...

Ni sar pa diskite dé sa zordi, mé ni koné, pou in bonpé d'moun é sirtou pou la propagann ofisyèl La Rényon i port bien son nom. Moin pèrsonèl mi pans nana pou diskité. Pou kosa ? Pars konm mi oi lé shoz dopi in bon koup de tan, mi san pa La Rényon konm in péi bien ini. Ni dann son yèr, ni dann son koméla é ni pé dir parèy pou son domin. Pètète apré ! Pars yèr nou la koni l'ésklavaz, sistèm l'angajé, sistèm kolonyal, sistèm gro blan é koméla, dann sak i apèl lo tan post kolonyal l'inité nout péi i lès a dézire. La politik bann gouvèrnman, dopi 1946 la pa parti dann sans-la.

Zot va dir, i vo myé viv isi ké dann d'ot péi i pass souvan dann l'aktyalité. Moin lé dakor, nana pli pir ké nou é konm la lès amoin lo shoi sé kant mèm isi ké moin la viv, ké mi viv é ké sé la ké mi vé, domin rann mon dèrnyé soupir. Mi pans sa lé vré pou in bonpé d'moun isi mé zour-la, si mon l'éspri i tourn ankor in pé ron moin va partir avèk in rogré.

Lo rogré ké La Rényon i port pa pou vréman son nom san-pour-san.

Justin